

8 juillet 2022

## **Afghanistan : Les exactions commises par le Jamiyat-e-islami entre 1996 et 2001 dans la province de Kaboul**

### **Avertissement**

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

## Table des matières

1. Eléments de contexte concernant le Jamiyat-e-Islami (1995-1996) .....	3
1.1. Contrôle territorial .....	3
1.2. Organisation interne .....	3
1.3. Accusations de crimes de guerre avant 1996 .....	3
2. Accusations de crimes de guerre contre le Jamiyat-e-Islami (1996-2001) .....	4
2.1. Le pilonnage de la ville de Kaboul et les victimes civiles .....	4
2.2. Exactions contre les civils et les prisonniers .....	4
2.3. L'utilisation de mines anti-personnelles.....	5
2.4. Recrutement d'enfants soldats .....	5
Bibliographie .....	6

**Résumé :** Entre 1996 et 2001, les troupes affiliées au Jamiat-e-Islami et à l'Alliance du Nord situées à proximité de Kaboul ont été accusées d'avoir attaqué la capitale par des tirs de roquettes, engendrant des victimes civiles. Les troupes de l'Alliance du Nord en Afghanistan en général sont également soupçonnées de crimes de guerre par la détention de prisonniers de guerre, des actes de torture, de viols ou le recrutement d'enfants soldats.

**Abstract :** Between 1996 and 2001, Northern Alliance affiliated Jamiat-e-Islami's troops located near Kabul were accused of attacking the capital with rocket fire, causing civilian casualties. Northern Alliance troops in Afghanistan in general are also suspected of war crimes through the detention of prisoners of war, acts of torture, rape or the recruitment of child soldiers.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Éléments de contexte concernant le Jamiyat-e-Islami (1995-1996)

### 1.1. Contrôle territorial

En juin 1995, selon l'ONG de défense des droits humains *Amnesty International*, le *Jamiyat-e-Islami* présidé par Burhanuddin Rabbani, également président de l'État islamique d'Afghanistan, regroupait autour de lui « les forces de la *Shura-e Nazar*<sup>1</sup> d'Ahmed Shah Massoud, du gouverneur Ismaïl Khan et de l'*Ittehad-e-Islami* (Alliance islamique) d'Abdul Rasoul Sayyaf<sup>2</sup> »<sup>3</sup> et « contrôlait sept provinces au moins » à savoir le Badakhshan, Bamiyan, Kaboul, Kapisa, « une partie du Logar, de Maidan, de Parwan et du Takhar ». Ismaïl Khan « contrôlait une partie des provinces de Badghis, de Farah, du Ghor et de Hérat<sup>4</sup> ».

En 1996, après la conquête de Jalalabad par les talibans, associée à d'autres avancées militaires, ces derniers contrôlaient « environ deux tiers du pays et les villes principales à l'exception de Mazar-e-Sharif », ville conquise finalement par les talibans le 24 mai 1997<sup>5</sup>. Selon le chercheur Gilles Dorronsoro, « le nouvel équilibre des pouvoirs a obligé le *Jamiat*, le *Hezb-i-wahdat* et le *Jombesh* à former une alliance pour contrer la poussée des talibans » sans que cela ne crée d'homogénéité dans la coalition dont « la coordination militaire [...] relevait largement du domaine théorique<sup>6</sup> ».

En 1997, selon le rapport annuel du département d'État américain sur la situation des droits humains en Afghanistan, le pays « continuait de vivre une guerre civile et une instabilité politique » en l'absence de gouvernement central légitime<sup>7</sup>. Les talibans contrôlaient alors « les deux tiers du pays, dont Kaboul, la capitale et principale ville<sup>8</sup> ». A cette époque, les forces du *Jamiyat-e-Islami* sous l'égide de Burhanuddin Rabbani et de Ahmad Shah Massoud, officiellement commandant militaire du *Jamiyat-e-Islami*, « contrôlaient seulement trois provinces du nord-est » mais le rapport souligne qu'alors « les forces de Massoud [...] continuaient de menacer Kaboul, tenue par les talibans, et [que les forces commandées par Massoud] demeuraient à portée de tir de roquette de la ville<sup>9</sup> ».

### 1.2. Organisation interne

Dès l'année 1995, pour Gilles Dorronsoro, Ahmad Shah Massoud s'était imposé comme le « leader unique » du *Jamiyat-e-Islami* au détriment de Burhanuddin Rabbani, ce dernier ne jouissant plus que « d'un soutien régional, principalement dans sa province native du Badakhshan<sup>10</sup> ». Cette analyse est partagée par le chercheur Antonio Giustozzi, selon lequel, « le leader du *Jamiyat-e-Islami*, Rabbani, avait peu d'influence directe sur Massoud durant le djihad. À la fois à Kaboul en 1992 et plus encore dans le Badakhshan après la prise de la capitale par les talibans en 1996, [Rabbani] est devenu de plus en plus une figure de proue, exerçant peu de pouvoir réel par rapport à Massoud<sup>11</sup> ».

### 1.3. Accusations de crimes de guerre avant 1996

Selon l'ONG *Human Rights Watch* (HRW), le 11 février 1993, des membres du *Jamiyat-e-Islami* et du *Ittehad-e-Islami* « ont mené un raid contre des quartiers contrôlés par le *Hezb-e Wahdat* dans l'ouest de Kaboul, tuant et faisant "disparaître" des civils hazaras et commettant des viols à grande échelle ». Le bilan estimé de ces exactions, selon l'ONG, est de 70 à 100 morts<sup>12</sup>.

En mars 1995, toujours selon HRW, « les forces du *Jamiat* ont été responsables de viols et de pillages après avoir pris le contrôle du quartier principalement hazara de Kart-e Sheh à Kaboul<sup>13</sup> ». Les troupes

<sup>1</sup> Ndlr : *Shura-e Nazar* signifie « Conseil de surveillance du Nord » et ce groupe est également appelé « Alliance du Nord »

<sup>2</sup> Pour plus d'informations sur ce dernier, cf. DIDR, 07/12/2021, [url](#)

<sup>3</sup> Amnesty International, 11/1995, p.30

<sup>4</sup> Amnesty International, 11/1995, p.30

<sup>5</sup> DORRONSORO Gilles, 2005, p.254

<sup>6</sup> DORRONSORO Gilles, 2005, p.254

<sup>7</sup> Département d'État des États-Unis, 30/01/1998, [url](#)

<sup>8</sup> Département d'État des États-Unis, 30/01/1998, [url](#)

<sup>9</sup> Département d'État des États-Unis, 30/01/1998, [url](#)

<sup>10</sup> DORRONSORO Gilles, 2005, p.253

<sup>11</sup> GIUSTOZZI Antonio, 2009, p.285

<sup>12</sup> HRW, s.d., [url](#)

<sup>13</sup> HRW, s.d., [url](#)

dirigées par Massoud se seraient rendues coupables d'un « carnage » avec des pillages et des viols « systématiques », selon le rapport du Département d'Etat américain sur les droits de l'Homme pour l'année 1995<sup>14</sup>.

## 2. Accusations de crimes de guerre contre le Jamiyat-e-Islami (1996-2001)

En décembre 1998, un rapport du ministère néerlandais des Affaires étrangères signalait que « tous les groupes armés en Afghanistan ont été impliqués dans des violations des droits humains » et que « aucune section de la société afghane n'a été épargnée par la terreur<sup>15</sup> ».

### 2.1. Le pilonnage de la ville de Kaboul et les victimes civiles

Selon le Département d'Etat américain, dans son rapport sur la situation sécuritaire en Afghanistan en 1997, le 11 et le 13 septembre 1997, « les forces de Massoud ont tiré des roquettes lors d'une attaque importante sur Kaboul et ont touché des zones habitées par des civils. Plusieurs non-combattants ont été tués, dont une fille de 10 ans, et de nombreux autres ont été blessés<sup>16</sup> ».

En 1999, le rapport de ce même Département d'Etat américain pour l'année 1998 signalait que les « **forces de Massoud, le Jamiyat-e-Islami, ont lancé des roquettes sur Kaboul à plusieurs reprises, dont les 3 et 4 février, le 22 mai, le 3 juin, le 25 juin, le 20 septembre et le 13 décembre [1998]. Des civils ont été tués dans la plupart de ces attaques**<sup>17</sup> ». Ainsi, le 20 septembre par exemple, il est précisé que l'attaque aurait causé la mort de plus de 100 personnes avec trois roquettes lancées sur la ville dont une aurait touché le quartier résidentiel de Kart-e Parwan (désigné comme « KartiParwan »). Les forces du *Jamiyat-e-Islami* ou affiliées à l'Alliance du Nord, selon le rapport de 1999, auraient eu pour objectif de toucher l'aéroport de la ville, contrôlé par les talibans. Le 3 juin 1998, ce sont six personnes qui auraient été tuées au cours des attaques et le 13 décembre 1998, plus de 25 personnes auraient perdu la vie en raison des attaques menées par les troupes dirigées par Ahmad Shah Massoud<sup>18</sup>.

Selon un rapport de mission de recueil d'informations des services danois pour l'immigration publié en novembre 1997, la ligne de front entre les talibans et les troupes de l'Alliance du Nord se trouvait à « 22 km de la ville de Kaboul en son point le plus proche<sup>19</sup> ». Les hommes défendant la ligne de front dans cette zone pour l'Alliance du Nord sont identifiés dans le rapport comme étant « uniquement des forces loyales à Massoud<sup>20</sup> ». Il est signalé que « les deux parties autorisaient les civils à travers la ligne de front de temps en temps<sup>21</sup> ».

### 2.2. Exactions contre les civils et les prisonniers

Le rapport du Département d'Etat américain publié en 1998 précise que « les enlèvements, kidnappings et la prise d'otage contre rançon ou pour des motifs politiques ont eu lieu dans des zones non contrôlées par les talibans mais les informations spécifiques [à ce sujet] ont manqué<sup>22</sup> ». Selon ce rapport, toutes les factions prenant part au combat « sont soupçonnées d'utiliser la torture contre leurs opposants et les prisonniers de guerre » sans que des exemples précis puissent être utilisés en l'absence d'information complémentaire<sup>23</sup>.

Il est précisé que « certains des commandants sous les ordres de Massoud dans le nord auraient recouru régulièrement à la torture pour soutirer des informations et briser la volonté de prisonniers et d'opposants politiques ; certaines des victimes auraient été torturées à mort. [...] Massoud détiendrait

---

<sup>14</sup> Département d'Etat des États-Unis, 30/01/1996, [url](#)

<sup>15</sup> Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas, 14/12/1998, p.10, [url](#)

<sup>16</sup> Département d'Etat des États-Unis, 30/01/1998, [url](#)

<sup>17</sup> Département d'Etat des États-Unis, 26/02/1999, [url](#)

<sup>18</sup> Département d'Etat des États-Unis, 26/02/1999, [url](#)

<sup>19</sup> Danish Immigration Service, 11/1997, p.32, [url](#)

<sup>20</sup> Danish Immigration Service, 11/1997, p.32, [url](#)

<sup>21</sup> Danish Immigration Service, 11/1997, p.32, [url](#)

<sup>22</sup> Département d'Etat des États-Unis, 30/01/1998, [url](#)

<sup>23</sup> Département d'Etat des États-Unis, 30/01/1998, [url](#)

plusieurs centaines de soldats talibans comme prisonniers de guerre ainsi qu'un certain nombre de Pakistanais<sup>24</sup> ».

Pour l'année 1997, le rapport du Département d'Etat signalait qu'il existait des sources fiables relatant des faits de tortures dans les centres de détention des talibans comme dans ceux de l'Alliance du Nord<sup>25</sup>. En outre, en 1999, le rapport du Département d'Etat soulignait que « des prisonniers talibans détenus par les forces de Massoud ont été forcés de travailler dans des conditions dangereuses pour leur vie, comme le fait de creuser des tranchées dans des terrains minés<sup>26</sup> ». Selon ce rapport, des prisons gérées par les troupes d'Ahmad Shah Massoud se trouvaient dans le Panjshir, à Taloqan ainsi qu'à Faizabad, ville située dans la province de Badakhshan<sup>27</sup>.

### 2.3. L'utilisation de mines antipersonnel

Les troupes de l'Alliance du Nord en général, sans précision concernant les localités concernées, sont également accusées dans les rapports du Département d'Etat américain pour les années 1997 et 1998 d'avoir posé des mines antipersonnel<sup>28</sup>.

Ainsi, en 1999, le rapport du Département d'Etat soulignait que « entre 1995 et 1997, il est soupçonné que de nouvelles mines ont été posées sur une zone d'environ 150 kilomètres carrés, principalement, selon nos informations, par l'Alliance du Nord ». Le rapport ne donne pas les localités dans lesquelles ces faits ont eu lieu. Ainsi, « il est estimé que 400 000 Afghans ont été tués ou blessés par les mines. Approximativement 80% des victimes de mines terrestres sont des civils et 40 à 50% sont des femmes et des enfants<sup>29</sup> ».

### 2.4. Recrutement d'enfants soldats

En 2001, un rapport de l'ONG *Child Soldiers International* notait que la présence d'enfants dans les rangs des forces armées de l'Alliance du Nord avait été signalée sans que des informations précises à ce sujet ne puisse être obtenues. Des recrutements forcés ont également été signalés par « des sources fiables » dont l'origine n'est pas mentionnée, à l'aune « d'une offensive majeure des talibans » en novembre 2000<sup>30</sup>.

---

<sup>24</sup> Département d'Etat des États-Unis, 30/01/1998, [url](#)

<sup>25</sup> Département d'Etat des États-Unis, 30/01/1998, [url](#)

<sup>26</sup> Département d'Etat des États-Unis, 26/02/1999, [url](#)

<sup>27</sup> Département d'Etat des États-Unis, 26/02/1999, [url](#)

<sup>28</sup> Département d'Etat des États-Unis, 30/01/1998, [url](#) ; Département d'Etat des États-Unis, 26/02/1999, [url](#)

<sup>29</sup> Département d'Etat des États-Unis, 26/02/1999, [url](#)

<sup>30</sup> Child Soldiers International, 2001, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés en juillet 2022.

### Document DIDR

DIDR, « Afghanistan : Les forces armées fidèles à Abdul Rasul Sayyaf », OFPRA, 07/12/2021, [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2111\\_afg\\_milices\\_sayyaf\\_154452\\_web\\_0.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2111_afg_milices_sayyaf_154452_web_0.pdf)

### Institutions nationales

Département d'État des États-Unis, « Afghanistan Country Report on Human Rights Practices for 1998 », 26/02/1999, [https://1997-2001.state.gov/global/human\\_rights/1998\\_hrp\\_report/afghanis.html](https://1997-2001.state.gov/global/human_rights/1998_hrp_report/afghanis.html)

Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas, 14/12/1998, Refworld, 21 p., <https://www.refworld.org/cgi-bin/tehis/vtx/rwmain?page=search&docid=467009322&skip=0&query=Kapisa&coi=AFG&searchin=fulltext&sort=date>

Département d'État des États-Unis, « Afghanistan Country Report on Human Rights Practices for 1997 », 30/01/1998, [https://1997-2001.state.gov/global/human\\_rights/1997\\_hrp\\_report/afghanis.html](https://1997-2001.state.gov/global/human_rights/1997_hrp_report/afghanis.html)

Danish Immigration Service, « Report on fact-finding mission to Afghanistan, 1-29 November 1997 », 11/1997, 109 pages, [https://www.ecoi.net/en/file/local/1412660/470\\_1161615303\\_23477-fact-finding-2bmission-2bto-2bafghanistan-2b1997.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/1412660/470_1161615303_23477-fact-finding-2bmission-2bto-2bafghanistan-2b1997.pdf)

Département d'État des États-Unis, « U.S. Department of State Country Report on Human Rights Practices 1995 – Afghanistan », 30/01/1996, <https://www.refworld.org/docid/3ae6aa7c10.html>

### Organisations non gouvernementales

Amnesty International, « Afghanistan, un pays sinistré », 11/1995, Les éditions francophones d'Amnesty International, 101 pages,

Human Rights Watch, « II. Afghanistan's civil wars », 2001, [https://www.hrw.org/reports/2001/afghan2/Afghan0701-01.htm#P341\\_90937](https://www.hrw.org/reports/2001/afghan2/Afghan0701-01.htm#P341_90937)

Child Soldiers International, « Global Report 2001 – Afghanistan », 2001, <https://www.refworld.org/cgi-bin/tehis/vtx/rwmain?page=search&docid=4988061ac&skip=0&query=child%20soldiers&coi=AFG>

### Ouvrages

GIUSTOZZI Antonio, « Empires of mud. War and warlords in Afghanistan », Hurst and Company, 2009, 332 pages

DORRONSORO Gilles, « Revolution unending - Afghanistan : 1979 to the present », Hurst and Company, 2005, 370 pages